

**Italie - Effondrement d'un viaduc à
Gênes - Entretien de Mme Nathalie
Loiseau, ministre chargée des
affaires européennes, avec "BFM
TV"**

(Paris, 15 août 2018)

Q - Nous sommes en ligne avec Mme Nathalie Loiseau, la ministre chargée des affaires européennes. Bonsoir, Madame, vous confirmez ce bilan de quatre Français parmi la quarantaine de victimes, parmi les 39 victimes, vous êtes en contact avec Rome et vous avez pu rentrer en contact avec les familles ?

R - Bonsoir. Oui, effectivement à ce stade, il y a quatre jeunes Français qui sont victimes de cette tragédie à Gênes. Toutes les familles ont été contactées. Une première famille d'une des victimes est présente sur place, elle est aidée par nos agents du consulat général qui va les accompagner sur place. Vous vous imaginez que rejoindre Gênes et rejoindre les lieux de la tragédie est assez compliqué et nos agents du consulat vont accompagner les familles dans l'identification des corps puis ensuite dans le rapatriement des corps en France

Q - Ce sont des victimes, des familles d'origine d'Occitanie de ce que l'on dit ?

R - Ce sont des gens du sud de la France, oui. Ce sont des jeunes.

Q - Ce sont des jeunes qui revenaient d'une fête. C'est cela ? D'une fête musicale ?

R - Ecoutez, moi je ne souhaite pas donner beaucoup d'informations parce que nous sommes en contact avec les familles. Certaines n'ont pas encore rejoint l'Italie et je pense qu'il faut d'abord respecter leur douleur et ne pas se mettre à parler de leurs proches à tort et à travers mais ce sont quatre jeunes Français effectivement.

À ce stade, ce sont les seules victimes connues. Il n'y a pas de Français blessés dont nous ayons connaissance mais naturellement nous restons en contact avec les secouristes et avec les autorités locales au cas où de nouvelles découvertes devraient survenir.

Q - C'est un accident dramatique, exceptionnel, bien sûr, mais Madame Loiseau, la responsable politique que vous êtes, en charge des affaires européennes, quels enseignements politiques doit-on tirer de ce drame ?

R - Evidemment, l'ampleur de cet accident, de cette tragédie, le fait que ce soit sur une zone

habitée la rend tout à fait particulière mais nous avons tous conscience qu'en Europe, il y a parfois des infrastructures vieillissantes. C'est la raison pour laquelle le gouvernement avait demandé un audit sur toutes les infrastructures de transport. Cet audit a été effectué, les résultats en sont connus depuis quelques semaines et la ministre des transports est déterminée à mettre des moyens sur l'entretien et la rénovation de nos infrastructures parce que c'est évidemment une priorité.

Q - Est-ce que l'Europe participe aux financements de ces infrastructures ? Je sais qu'en Italie, on discute beaucoup d'une aide de 7, 8, 10 milliards, les chiffres varient, qui aurait dû arriver à l'Italie ou qui a peut-être été refusée par l'Italie alors que cet argent devait servir justement à la rénovation de ces structures ?

R - Je crois que l'heure n'est pas aux polémiques et surtout aux déclarations à l'emporte-pièce. L'Europe soutient, en effet, les Etats membres dans un certain nombre de grands projets d'infrastructures routiers, ferroviaires. On pense au "Lyon-Turin", on pense à d'autres projets de ce type et donc l'Europe est présente auprès des Etats membres pour financer ces grands projets d'infrastructure. Après, qu'est-ce qu'il a été fait, qu'est-ce qu'il n'a pas été fait, quels étaient les groupes politiques qui ont souhaité ou n'ont pas souhaité de nouvelles infrastructures, je pense que ce n'est vraiment pas le moment d'en parler, au moment où des familles pleurent leurs morts, où les blessés sont en train d'être soignés dans les hôpitaux de Gênes. Je crois que l'heure est au recueillement, aux condoléances et à la solidarité.

Nous avons proposé, le président de la République a appelé Giuseppe Conte dès hier, nous avons proposé, si les autorités italiennes en ressentent le besoin, d'apporter de l'aide, d'envoyer des secouristes, d'envoyer des moyens. Pour le moment, elles n'en ont pas besoin, en tous cas, elles ne l'ont pas manifesté mais elles savent que cette proposition et cette solidarité sont là.

Q - Merci Madame Loiseau, ministre en charge des affaires européennes, d'avoir été en direct avec nous./.